

HISTOIRE DE LA CASSE D'UNE USINE



2

BULL-BELFORT

20 F

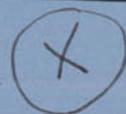


Ligue communiste révolutionnaire

section française de la Quatrième Internationale



Sommaire



- P. 3 Bull : de la nationalisation... à la multinationale
- P. 4 Bull-Belfort, une casse programmée
- P. 5 1986 : les patrons préparent le terrain
- P. 5 1987 : occupation de l'usine, une occasion manquée !
- P. 6 1988 : les dégraissages continuent
- P. 6 1989 : l'UEI, un ballon d'essai
- P. 7 1990 : la casse s'accélère
- P. 7 1991 : la colère fait des bulles
- P. 8 Le conflit le plus long

BULL : DE LA NATIONALISATION... A LA MULTINATIONALE

La nationalisation de C.I.I. - Honeywell Bull était réclamée avant 1981 par le PCF et le PS, dans le but de développer une véritable industrie informatique en France. C'est du moins ce qu'ils disaient. En réalité, après l'élection de Mitterrand, Bull ne fut pas « nationalisée » comme les autres entreprises par un vote du Parlement. Mais une longue négociation se déroula dans les coulisses avec les actionnaires américains, grassement indemnisés (Honeywell), pour aboutir à une prise de contrôle majoritaire de l'Etat.

Dans les premières années du pouvoir socialiste, de nombreux projets furent bâtis par les experts de Chevènement, alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, pour la filière « électronique » : moyennant une politique industrielle volontariste et des investissements importants de l'Etat, cette filière devait créer 80 000 emplois !

En réalité, tout cela fut rapidement abandonné en 1983, dès la mise en place de la politique d'austérité (la « rigueur » comme ils disent) : l'Etat assura bien à Bull des augmentations régulières de capital, mais renonça à tout contrôle et orientation de l'entreprise. L'Etat apportait l'argent frais. A l'entreprise de se débrouiller sur le marché informatique.

La stratégie conduite par son PDG nommé par Mitterrand, (d'abord J. Stern puis F. Lorentz) a été depuis huit ans celle de la croissance externe. Plutôt que de développer, grâce à l'argent public, des études, des projets, des productions nouvelles - et l'emploi ! - c'est à un véritable Monopoly mondial que la direction de Bull s'est livrée !

Elle s'est progressivement dégagée de la tutelle de Honeywell pour finir par racheter son ancien actionnaire, en alliance avec une multinationale japonaise (NEC).

Dans le même temps, les sociétés SEMS et Transac rejoignaient le giron du groupe.

Il y a deux ans, Bull s'est offert une entreprise américaine de micro-ordinateurs (Zénith). Malgré des résultats désastreux : à chaque acquisition, les sociétés achetées perdaient une part de leurs marchés, notamment sous l'effet du protectionnisme de l'administration américaine...

En quelques années, Bull est passé du stade d'entreprise française à une véritable multinationale dont l'essentiel des activités est maintenant à l'étranger. Naturellement, cette situation détermine entièrement la politique industrielle et sociale de Bull : les décisions sont prises en fonction d'objectifs de croissance de la part de marché et de projet à l'échelon mondial. Le développement de l'emploi, la maîtrise des technologies, la cohérence avec les autres volets de la politique économique française ne sont pris en compte que pour autant qu'ils permettent d'atteindre des profits mesurés au niveau international. Ce n'est d'ailleurs pas le cas : plus le groupe croît, plus il rachète de sociétés et plus les emplois baissent, en France comme à l'étranger. Chaque acquisition se traduit par des abandons de produits, de productions et des suppressions de postes.

Plus Bull monte au hit-parade des constructeurs informatiques, plus les effectifs baissent : de 24 000 en France en 1985 à 16 000 en 1991.

Depuis 1984, le groupe Bull a connu sept plans de licenciements et des milliers de suppressions de postes, notamment dans le secteur de la production industrielle.

Cette politique systématique d'agression contre l'emploi a connu une accélération brutale en 1990. Le plan de « mutation » du groupe, conçu au niveau mondial, comporte une décision d'une brutalité inouïe : la suppression de huit des treize usines Bull existant dans le monde.

En France, cela signifie la liquidation de toute activité industrielle à Grenoble, la fermeture de l'usine de Joué-les-Tours et la liquidation de Belfort.

Cette logique n'est nullement abandonnée : le plan 1992 prévoit des diminutions d'effectifs dans les usines de Villeneuve-d'Ascq et surtout d'Angers.

Cette politique catastrophique n'empêche pas le groupe d'afficher un déficit croissant... qui « justifie » de nouvelles « charrettes ».

Après la destruction de l'appareil industriel, ce sont aujourd'hui les Etudes qui sont menacées : la recherche d'un partenaire sur les systèmes standards (Unix) à laquelle se consacre actuellement la direction n'aura pas d'autres conséquences que de créer des « sureffectifs » aux Etudes.

C'est la logique profonde de la concurrence de plus en plus impitoyable à laquelle se livrent les multinationales de l'informatique. Le scénario ressemble de plus en plus à celui de l'industrie automobile : concentration à outrance, rachat des sociétés les plus faibles, disparitions de marques entières, fermetures d'usines, licenciements. On est bien loin du début des années quatre-vingt où les technocrates socialistes vantaient les mérites de l'informatique créatrice d'emplois...

Au lieu d'utiliser la nationalisation de ce secteur clé pour réorienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux, le PS a laissé gérer Bull comme une vulgaire entreprise capitaliste.

En effet, chaque jour les salariés sont confrontés aux décisions du PDG F. Lorentz, mais les pouvoirs publics ne sont nullement innocents : les apports financiers décidés par l'Etat PS et financés par le contribuable ont surtout servi à licencier. En prônant « l'autonomie de gestion » des directeurs d'entreprises nationalisées et en redésignant régulièrement F. Lorentz comme PDG, le PS s'est interdit toute impulsion en matière économique et industrielle.

En renonçant à toute planification, il a laissé les différentes administrations publiques choisir « librement » leur fournisseur d'ordinateurs (ce qui, paradoxalement, n'était pas le cas... avant la nationalisation !) et aggravé le déficit de Bull. Quitte à faire payer à nouveau le contribuable pour boucher les trous...

Face à cette faillite économique, industrielle et sociale, il faut opposer une autre politique :

- développer l'industrie informatique en liaison avec les besoins des usagers ;

- utiliser effectivement les fonds publics pour assurer l'emploi ;

tout cela sous le contrôle des travailleuses et travailleurs, mais surtout engager un véritable débat public sur l'utilisation de l'informatique pour transformer radicalement les rapports sociaux, socialiser les moyens de production, en un mot donner le pouvoir aux travailleurs.

La preuve est faite que nous ne pouvons compter sur ceux qui nous gouvernent pour y aboutir.

Face à leurs capitulations successives, il n'y a qu'une voie pour imposer cette politique : se rassembler et lutter.

BULL-BELFORT UNE CASSE PROGRAMMEE

Dès 1985, la direction générale du groupe Bull annonçait sa volonté de se débarrasser des usines de production.

L'Etat actionnaire majoritaire laisse faire, c'est-à-dire approuve. Les administrateurs salariés (une partie du conseil d'administration est élue par les salariés, sans pouvoir réel, depuis la « loi de démocratisation du secteur public » votée par le PS) ne bronchent pas.

Bull-Belfort est en première ligne de cette politique de casse. Les études et les fabrications sont arrêtées les unes après les autres :

1986 : arrêt des disques informatiques (seul fabricant européen)

1987 : arrêt de la bureautique (envoyée à l'usine de Villeneuve-d'Asq près de Lille suite à une intervention de Mauroy)

1991 : arrêt des dérouleurs et imprimantes Impact

1992 : subsistent seules une activité « réparation » de produits Bull et la fabrication de l'imprimante MATHILDE

Dans le même temps, les plans de licenciements se succèdent et les effectifs de l'usine sont massacrés :

1987 :	2600
1988 :	1900
1989 :	1750
1990 :	1500
1991 :	1000
début 1992 :	430

Le dernier plan de licenciements (- 1 000 personnes) fin 1991-début 1992, marque l'aboutissement de la casse, ou presque. Les 430 personnes restant sur le site sont réparties dans deux PME, filiales séparées :

- SERRIB (180 personnes)
 - NIPSON (250 personnes)
- Pour combien de temps ?



VOUS AVEZ DIT "REALISME ECONOMIQUE" ?

A chaque arrêt de fabrication ou fermeture d'usine, les patrons invoquent toujours les contraintes économiques. Pour Bull-Belfort, le PDG Lorentz et le gouvernement Cresson justifient l'arrêt de fabrication des périphériques, selon eux « inévitables », par la « crise mondiale de l'informatique ». Doubiement faux !

D'abord parce qu'à Belfort la casse a commencé dès 1987, alors que le marché informatique était en plein boom. Ensuite parce que les périphériques d'ordinateurs (imprimantes, claviers et écrans, dérouleurs, disques, ...) représentent le principal besoin en informatique (25 % du volume total, contre 12 % pour les grands ordinateurs, 12 % pour la micro... : extrait du rapport d'expertise commandé par le CE Bull-Belfort). Et le groupe Bull achète chez d'autres fabricants 90 % des périphériques qu'il vend : 10 % seulement sont fabriqués à Belfort.

Un gouvernement au service des travailleurs ferait au contraire des périphériques un des axes stratégiques du secteur clé informatique nationalisé. Or, même pour les organismes publics et administrations (éducation, santé, ...), le PS laisse jouer la « libre concurrence » : Bull, contrôlé par l'Etat, représente moins de 30 % des ventes au secteur public. Les nationalisations à la sauce PS-PCF version 1982, c'est puiser dans les fonds publics pour licencier (près de 10 milliards versés à Bull) et ensuite pour payer les chômeurs.

Lorentz avait affirmé aux syndicats qu'il fallait 500 MF pour continuer à fabriquer des périphériques à Belfort... et qu'il ne les avait pas. On estime le coût de la fermeture de l'usine à 1 milliard de Francs... le double ! Quant au coût social... Quand on n'a pas la volonté de changer les règles du jeu capitaliste, leur « réalisme économique » c'est ça !

Ils avaient dit « changer la vie », cherchez l'erreur !

La fermeture d'une usine, avec des milliers de licenciements à la clé, les patrons la préparent, la gèrent, à leur façon. Les travailleurs n'y pensent pas ou ont du mal à y croire, mais les directeurs du personnel savent où ils vont, blindés par les cabinets spécialisés qui affirment que « le licenciement est un acte normal de gestion » (sic). Raconter la fermeture de Bull-Belfort, c'est parler aux générations présentes ou futures de l'histoire vivante de travailleurs, hommes et femmes, qui luttent. C'est un réquisitoire accablant contre la politique du PS au gouvernement, accompagné pendant un temps par le PCF.

1986 : LES PATRONS PREPARENT LE TERRAIN

Pour préparer le terrain et faire partir du monde, la meilleure méthode c'est la répression. Dans certains secteurs menacés de liquidation, comme les disques au bâtiment 5, les avertissements pour retards de pointage, les mises à pied pour « prise de bec » avec la maîtrise ou même avec un collègue de travail se multiplient. Plus rusé : la sanction pour « refus de travail ». Quelques exemples : un ouvrier ayant dû s'absenter de son poste pendant deux heures avec l'accord de sa hiérarchie a informé celle-ci qu'il ne pouvait réaliser que 20 pièces au lieu de 27. Logique, direz-vous... Eh bien non : pour la hiérarchie, c'est un « refus de travail ». Un autre fait remarquer à son chef qu'il ne pouvait faire sa production plus les retouches d'une série dans la même journée : c'est encore un « refus de travail ». Une personne en proie à un malaise demande un bon de sortie à son chef. Elle attend en vain (1 h 40 !), s'absente de son poste pour se rendre à l'infirmerie qui la dirige vers son médecin traitant. Pour la maîtrise, c'est une « absence de poste sans autorisation » !

1987 : 1^{er} PLAN DE LICENCIEMENTS OCCUPATION DE L'USINE, UNE OCCASION MANQUEE !

Face aux menaces de suppressions d'emplois, depuis plusieurs mois, la CGT et la CFDT, actives sur l'usine et représentant 90 % du personnel, mobilisent. Le jeudi 29 janvier, la direction annonce au comité d'établissement la suppression de 346 emplois. CGT et CFDT quittent alors la séance et convoquent immédiatement une assemblée générale. Près de 1 000 travailleurs se pressent dans la cour. Une nouvelle assemblée se tient l'après-midi et un défilé dans l'usine

rassemble un millier de travailleurs. 700 d'entre eux poursuivent la manifestation en ville jusqu'à la préfecture. Le lendemain, une nouvelle assemblée générale vote à 78 % la grève générale active. Lundi 2 février au matin, craignant la combativité ouvrière, la direction bloque les portes... en position ouverte. Plusieurs centaines de grévistes défilent dans les ateliers et appellent leurs collègues à quitter leur poste. Il n'y a pas grand monde dans l'usine. Dans la matinée, le bâtiment 11, qui abrite les bureaux de la direction, est occupé. Celle-ci refuse de recevoir les grévistes. Elle est alors séquestrée.

L'OCCUPATION

Dans les discussions, les grévistes avancent l'idée de l'occupation. Celle-ci est décidée pour le soir même, à l'assemblée générale de 15 heures. Les « occupants de nuit » s'inscrivent : des laissez-passer sont distribués. Les piquets de grève s'organisent et ferment les portes.

A partir de ce moment, les dirigeants du PCF n'ont qu'une idée : gérer le mouvement pour l'arrêter plutôt que de l'étendre. Le refus de tout licenciement devient vite, dans leur bouche : « Il faut que la direction négocie ». Cette dernière n'est pas restée inactive. Par des appels sur l'antenne de la radio locale et en organisant les pressions téléphoniques de la maîtrise, elle convoque, dès le mardi à 8 heures le personnel devant les grilles. A la sonne, le PDG adjoint parle : « Tenez bon. » 300 travailleurs l'écoutent avant de rentrer chez eux. De l'autre côté des grilles, 250 grévistes leur donnent par dérision une pancarte : « Oui aux 346 suppressions d'emplois. » Personne n'ose la prendre. Les huissiers sont appelés. Les assignations en référé pleuvent sur les délégués.

A 13 h 30, ce même jour, à l'appel de la direction, 400 « antigrevistes », forcés ou convaincus, se présentent devant l'usine. Conscients des problèmes qu'ils rencontrent pour mobiliser, les patrons se donnent vingt-quatre heures pour augmenter la pression sur les grévistes.

LENTE DÉGRADATION

Dès la veille, conscients que la grève ne se gagnerait pas de l'intérieur, les militants CFDT et plusieurs travailleurs, quelle que soit leur sympathie syndicale, disent : « Il faut populariser la grève. » Les responsables du PCF traînent les pieds. Aucun tract n'est distribué en ville ni sur les

autres usines. Malgré tout, quelques travailleurs sillonnent Belfort pendant deux heures avec la voiture sono. A l'intérieur de l'entreprise, malgré les explications de nos camarades, la question du comité de grève n'est à aucun moment posée. Pendant ce temps, le nombre des occupants diminue. Seul un noyau de 150 à 200 travailleurs décidés voudrait poursuivre l'occupation. Faute d'extension, le rapport de forces se dégrade lentement. Le dirigeant du PCF a déjà réglé le problème. Il

s'est engagé auprès de la direction à débloquer l'usine, le jeudi à 16 heures au plus tard. En échange, il s'est vu promettre un prétendu « report de deux mois de l'annonce individuelle des licenciements ».

Mercredi, conscients de l'ampleur des trahisons, de l'évolution du rapport de forces et pour préserver la force des prochains mouvements, la fin de l'occupation est votée, la mort dans l'âme, à l'issue d'une assemblée générale houleuse.



PRENDS TES 15 BRIQUES ET TIRE-TOI !

Face aux coups de semonce de l'occupation, la direction de choc récemment nommée à la tête de l'usine change son fusil d'épaule : pour atteindre son but qui est de dégraisser en masse, elle propose un « pactole » pour tous les départs (poste supprimé ou non) :

150 000 F pour ceux qui partiraient avant fin avril
100 000 F pour ceux qui partiraient avant fin mai
50 000 F pour ceux qui partiraient avant fin juin.
Ces chèques, baptisés « Aides aux projets individuels » (API) accélèrent les départs. Les ouvriers, surtout les jeunes et les OS, qui n'ont jamais imaginé pouvoir avoir un jour de telles sommes en poche, partent massivement. Ceux dont le poste est supprimé et qui refusent l'API s'entendent dire par leur hiérarchie : « *cherchez-vous du travail dans l'usine* ». Des dizaines et des dizaines de travailleurs sont alors transformés en demandeurs d'emploi dans l'usine même, à errer et mendier du travail aux chefs de service ou d'atelier. Au bout de quinze jours d'un tel régime, la plupart craquent et prennent l'API. Début juillet, la direction annonce un nouveau plan de 314 licenciements, soit un total de 660 en six mois !

En 1989, la CFDT a rendu publique une enquête portant sur 50 % environ du personnel licencié avec l'API :

- 14 % avaient retrouvé un emploi ou étaient en formation ;
- 22 % avaient repris un café, un commerce, une PME ;
- 43 % étaient au chômage ou en travail précaire ;
- 21 % étaient en situation inconnue.

Pour les plans de licenciements suivants, la même direction n'a pas reconduit l'API, en expliquant cyniquement que « *ce n'était pas moral* » !

1988 :

LES DEGRAISSAGES CONTINUENT

La direction utilise la technique du « décretement » (l'inverse du recrutement !). Elle annonce 141 - admirez la précision du chiffre - suppressions de postes supplémentaires. Elle les obtiendra par des départs dits « naturels ». La succession des plans de licenciements, la démoralisation qui s'installe, les pressions, la désorganisation accélèrent les démissions. La direction licencie des malades de longue durée, la maladie étant considérée comme une « suspension du contrat de travail ». Dans ce climat d'enfer, il y aura même plusieurs suicides.

Les réactions des travailleurs sont faibles. Les syndicats CGT et CFDT alertent le gouvernement : Chevènement (à l'époque ministre et député-maire de Belfort), Mitterrand, le ministre de l'Industrie, etc., ont connaissance du dossier. Ils laissent faire et répondent poliment par des formules évasives du genre « *j'ai transmis le dossier à M. Untel...* ».

1989 : L'UEI, UN BALLON D'ESSAI

En début d'année, la direction tente de se débarrasser d'un secteur entier de l'usine : l'Unité d'équipements industriels (UEI), qui fabrique des équipements de production et outillages spéciaux, pour Bull et l'extérieur.

1^{re} étape du projet : création en mars d'une « intra-entreprise », avec locaux et personnel à l'extérieur de l'usine.

2^e étape : passage en « extra-entreprise », c'est-à-dire l'entreprise autonome. C'est une façon habile de rompre

LES TRAVAILLEURS MALADES DU CAPITALISME

Une casse de boîte, c'est un énorme gâchis industriel et humain : on casse les ateliers, les bâtiments, mais aussi les hommes et les femmes.

À la peur de perdre son emploi, à la colère de voir ses collègues de travail jetés dehors comme des malpropres, s'ajoute le dégoût de voir des ateliers neufs démontés, des machines bradées et même des bâtiments démolis. Le syndicat CFDT de l'usine en a apporté la preuve photographique dans un document accablant : "Bull-Belfort, le démantèlement au quotidien".

Pour l'ouvrier, le technicien, l'employé ou l'ingénieur qui a passé une bonne partie de sa vie dans l'usine, c'est l'écoeurement au jour le jour. Le médecin du travail se targue d'avoir mené une étude très intéressante sur le "stress" dans l'usine. Les dépressions, les insomnies, les problèmes de santé sont légion. Pour aller au boulot, l'utilisation des remontants est courante. Beaucoup de personnes viennent malades au travail, par crainte d'être sur la prochaine liste de licenciements en cas d'absentéisme. Plusieurs travailleurs nous ont rapporté que, en consultation pour des problèmes de santé, le médecin à diagnostiqué : "Je parie que vous travaillez chez Bull !".

Hé oui, Mitterrand, Cresson, c'est aussi ça, les ravages du capitalisme !

les contrats de travail des 45 personnes de l'UEI et se débarrasser de ce secteur.

Le conseil général (PS) participe activement à cette opération en fournissant des locaux et aides. C'est un marchandage sordide sur le dos des travailleurs : le PS pourra mettre à son actif aux prochaines élections la création d'une soi-disant nouvelle entreprise de pointe dans le département. La direction de Bull aura éliminé 45 personnes, des ateliers et des machines, avec l'appui des notables belfortains...

Les travailleurs d'UEI ne l'entendent pas ainsi et réagissent : pétition, grève, descente de tous les salariés, dont des adhérents du PS au conseil général, avec la CGT et la CFDT... Le président du conseil général en prend plein les oreilles et l'opération tourne court. La fédération du PS est contrainte de distribuer un tract sur l'usine pour se justifier en disant : « rien ne se fera contre la volonté des travailleurs ». La direction parvient tout de même à entraîner 5 personnes dans l'aventure. Parmi les autres, plusieurs seront licenciées au plan de licenciement suivant.

1990 : LA CASSE S'ACCÉLÈRE

Encore un plan de licenciement : 274 personnes. Malgré plusieurs débrayages, la réaction n'est pas à la hauteur. Le report des dates obtenus n'empêche pas les licenciements. La direction engage une grande opération de nettoyage : « Toute machine non utilisée doit être éliminée. » Des camions et des gens emportent des machines sous l'œil écœuré mais résigné des ouvriers. Des bureaux, des ateliers complets sont vidés. Vis-à-vis du public, ce démantèlement est camouflé par des campagnes de pub ou de propagande dénommées « Esprit d'équipe » (course autour du monde en voilier, cordées d'alpinistes dans l'Himalaya financées par Bull), ou « Image de marque ».

Le 28 mars, Legeait, directeur de Belfort, organise une grand-messe à la gloire de « l'Esprit d'équipe » dans le grand hall d'exposition d'Andelnans (banlieue de Belfort). Ce jour-là, le lieu de travail a été déplacé, par une

information officielle au CE : ce n'est pas l'usine, mais le hall d'exposition ! Donc présence de tout le personnel obligatoire. Les travailleurs sont canalisés par la hiérarchie et embarqués dans des cars. Toutes proportions gardées, cette opération ressemble fort à la Roumanie de Ceaucescu (renversé quelques semaines auparavant) et Legeait, sur la scène, se fera copieusement siffler et huer par la majorité des 1 500 présents. Trop lentement..., mais sûrement, la colère monte.

1991 : LA COLÈRE FAIT DES BULLES

« Bull doit vivre. Bull vivra ! », « Les milliards de l'Etat pour l'emploi, pas pour licencier ! » Depuis janvier, grève après grève, manif après manif, les salariés de Bull Belfort se mobilisent contre le projet de la direction, appuyée par le ministère de l'Industrie et Matignon, de fermer la « boutique ». Sur les deux mille six cents salariés d'il y a quatre ans, il n'en reste déjà plus que mille quatre cents. L'arrivée de Cresson avec ses « ambitions industrialistes » n'y change rien. Lorentz, le PDG du groupe, qui accumule un déficit de sept milliards, entend supprimer huit mille cinq cents emplois sur les quarante-quatre mille actuels, et fermer huit usines sur treize.

Contre la casse, les unions départementales ont appelé à une manifestation qui a réuni deux mille personnes. Mardi 18 juin, lors d'une assemblée générale réunissant environ six cents personnes, appelée en commun par la CGT et la CFDT, plusieurs propositions d'action ont été évoquées. Débat difficile, parce que la tension va grandissant au fur et à mesure qu'approche l'échéance des licenciements. D'autre part, des manœuvres en coulisses ont lieu, inspirées notamment par Chevènement, député-maire de la ville, visant à maintenir certains emplois et à activer une solution de « développement industriel », consistant à inciter, financièrement, des entreprises à s'installer sur le département.

Vendredi 21 juin, plusieurs centaines de salariés, sur proposition de la CFDT, finalement ralliée par la CGT, ont bloqué les voies en gare de Belfort, pendant plusieurs heures. C'est la première fois qu'une action « spectaculaire » est décidée, en dehors de l'entreprise. Mais nombre de salariés attendent maintenant qu'un pas supplémentaire soit franchi dans l'organisation de la mobilisation. Le silence radio maintenu par la direction du groupe contribue à augmenter l'exaspération.

Le 27 juin, à l'appel de la CGT et de la CFDT, trois cents travailleurs en grève envahissent les bureaux de la direction. Noël-Jean Legeait, exécutant de la casse en tant que directeur général est prié de quitter l'usine. Face à leur détermination, il n'oppose pas de résistance, sort de son bureau et monte dans sa voiture sous les huées. La direction, après constat d'huissier, entame une procédure de sanction contre plusieurs délégués CGT et CFDT.

Vendredi 5 juillet, une soixantaine de travailleurs en colère investissent le conseil municipal, présidé par Chevènement. À la veille des congés annuels, cette action est appelée discrètement par le bouche à oreille dans l'usine pour ne pas éveiller les soupçons du PS et des RG (présents tous les jours à l'usine). L'effet de surprise est complet. Le ton monte très vite. Chevènement est mis en cause, et à travers lui la politique du gouvernement sur les nationalisations. Il s'énerve et tente de s'en sortir en ironisant sur le score électoral de la LCR à la législative partielle du 2 juin à Belfort. Il est alors copieusement sifflé.

Inquiet, le PS a contre-attaqué plusieurs jours plus tard, les 10 et 11 juillet : C. Proust, président du conseil général, a accusé nommément sur les ondes et dans la presse, les militants « politiques gauchistes », traités de « garde-rouges ». « Nous ne sommes pas à Pékin », a-t-il

ajouté, dénonçant la « militarisation de l'action syndicale ».

GRAND GROUPE INDUSTRIEL

aide PMI - toute activité - à s'implanter et se développer sur son site de Belfort.

Activités mécaniques et électroniques à céder
40 000 m² de locaux disponibles
Aides financières
Main-d'œuvre qualifiée

CONTACTS : ADEBT-BELFORT : 84 21 29 82
GERIS CONSULTANTS : (1) 49 04 98 64

Petite annonce dans la presse spécialisée. L'ADEBT (Association de développement de Belfort-Territoire), entièrement contrôlée par le PS, participe ouvertement à la casse.

UNTOX : L'UNION SACREE PATRONAT-GOUVERNEMENT

A chaque plan de licenciement, la direction Bull et les politiciens de Belfort ont systématiquement joué la carte de la désinformation. Alors ministre de l'Education, Chevènement avait promis le transfert de Paris à Belfort de l'imprimerie de l'Education nationale ; ministre des armées, il a promis le transfert de Besançon à Belfort de l'ERM (Répartition du matériel militaire) ; en novembre 1991, il annonçait en pleine grève le transfert du CNET (Centre d'études des télécoms) avec quatre cents emplois, décidé par Edith Cresson... Bien évidemment, ces projets, présentés comme devant régler les problèmes d'emplois chez Bull, passent toujours à la trappe. Mais de telles annonces sont bien utiles quand on veut prêter main forte à la direction pour démobiliser les travailleurs. N'oublions pas que Lorentz, PDG du groupe Bull, est un ami personnel de Chevènement : ils étaient ensemble à l'ENA, qui forme l'élite des technocrates du pays. Quant au directeur de la Communication du groupe Bull, c'est le général Germanos au SIRPA (le service de propagande des armées, qui s'est distingué pendant la guerre du Golfe). Comme le monde est petit !

Depuis le 8 novembre 1990, jour de l'annonce du « plan de mutation », la direction du groupe Bull, relayée par le PS, a tout essayé : un « partenaire » allait s'associer à Bull pour fabriquer des périphériques à Belfort. Au fil des mois, « le partenaire » s'est transformé en « des partenaires », puis des entreprises nouvelles allaient s'installer sur le site grâce à un SDI (Société de développement industriel, avec comme actionnaires Bull, la mairie de Belfort et les associations patronales locales), créant 700 (!) emplois.

Finalement, la direction a annoncé un plan de... 1 000 licenciements. Mais, disaient en cœur patron et gouvernement, « tout le monde sera reclassé » ! Le résultat, on le connaît...

5 NOVEMBRE-21 NOVEMBRE 1991 LE CONFLIT LE PLUS LONG

En dehors de mai-juin 1968, l'usine a vécu la grève la plus longue de son histoire. Après des mois de lutte pour l'emploi, la revendication d'« indemnité de

Tract à l'adresse de la population distribué par les travailleurs de Bull et leurs syndicats CGT et CFDT (mai 1991)

LES SALAIRES DE BULL BELFORT S'ADRESSENT A VOUS

Notre usine, qui fabrique des périphériques d'ordinateurs, comptait 2 600 employés en 1987. Après plusieurs plans de licenciements, nous ne sommes plus de 1 400 aujourd'hui. Le groupe BULL, dont l'Etat est actionnaire majoritaire, a décidé de se débarrasser de son appareil productif et de liquider notre établissement.

Ne dites pas : « ça ne me concerne pas ! »

Aujourd'hui, nos 1 400 emplois sont menacés, avec les conséquences que vous en venez sur nos familles, les emplois dans les autres entreprises, les commerces, services et l'avenir de la jeunesse scolarisée.

Or le groupe BULL reçoit des milliards de l'Etat. Cet argent public, l'argent du contribuable, doit servir à développer l'emploi dans l'informatique et non à licencier comme cela se fait en ce moment.

Les travailleurs de BULL BELFORT, ouvriers, techniciens, employés, ingénieurs ont toujours prouvé leur capacité à étudier, fabriquer des produits de haute technologie aussi divers que des imprimantes, de la bureaucratique, des disques, des dérouleurs...

Depuis des mois, avec nos syndicats, nous sommes mobilisés pour défendre nos emplois, pour que BULL BELFORT VIVE. Nous avons frappé à toutes les portes : direction générale (nommée par le gouvernement), maire, députés, préfet, ministère de l'Industrie, Premier ministre, président de la République...

Tous sont restés sourds à nos exigences et laissent poursuivre la liquidation de notre établissement (démantèlement d'ateliers, démolition de bâtiments, suppressions d'emplois...) : ce sont eux les responsables de cette situation. C'est pour cela que nous avons décidé de durcir nos actions.

La fermeture de BULL BELFORT serait catastrophique pour notre pays :

- plusieurs centaines de personnes gonfleraient le flot des chômeurs, déjà important dans notre région.
- ce serait la perte d'un savoir-faire stratégique pour l'avenir.

Nous luttons pour que BULL BELFORT VIVE, pour que l'argent public ne serve pas à créer le chômage et la misère.

Nous sommes tous concernés.

Nous exigeons que pouvoirs publics et direction générale se mettent enfin à table avec les représentants des salariés pour garantir l'avenir de notre usine et ses emplois.

Les salariés de BULL BELFORT
en lutte pour leur emploi

préjudice » a remobilisé sur l'idée : « Si le patron n'assure plus mon emploi, qu'il paye ! » Pendant seize jours, l'usine a été entièrement paralysée.

PREMIERE SEMAINE: LE COURANT NE PASSE PLUS!

On sentait monter la pression. Le 30 octobre, la CFDT appelait à une assemblée générale avec près de quatre cents grévistes. Le lendemain, à l'initiative de travailleurs non syndiqués, un tract était distribué et une pétition lancée, exigeant pour les licenciés une « indemnité de préjudice moral » de 200 000 F. La pétition, qui a recueilli sept cent soixante-quatre signatures en vingt-quatre heures, concluait : « un refus ne pourra qu'engendrer la colère des travailleurs ». Le 5 novembre, à l'appel de la CGT, de la CFDT et des initiateurs de la pétition, huit cents travailleurs en grève se massent devant la salle où doit se dérouler la « négociation » du prétendu « plan social ». Les syndicats intègrent

les 200 000 F dans leur plate-forme revendicative qui exige « pas de licenciement sans reclassement préalable dans un emploi à statut et salaire équivalents ». La réunion débute à 15 h 30. Elle durera toute la nuit. La direction ne lâche rien. A 9 h, une AG, à l'appel de la CGT et de la CFDT, regroupe un millier de travailleurs. La colère monte : on décide d'aller demander des comptes au directeur général, M. Folliot. Il s'éclipse avant l'arrivée des grévistes. Après un vote, on décide de couper le courant. Les travailleurs se dirigent en cortège vers le transfo haute tension. Les machines s'arrêtent, les bâtiments sont plongés dans le noir. La direction renvoie les non-grévistes chez eux et tente de les regrouper à 13 h 45. La CGT et la CFDT appellent à une AG devant le transfo, à 14 h, où se retrouvent près de huit cents travailleurs. On s'inscrit pour le piquet de grève.

Par trois fois, la direction provoque, un huissier constate... Le préfet, sur les ondes, traite les syndicats et les salariés d'« irresponsables », ce qui fait monter la pression d'un cran. Jour et nuit, week-end des 9, 10 et 11 novembre compris, les grévistes se relaient. On s'organise, pour tenir, sous la pluie ou dans un froid glacial (le thermomètre est descendu jusqu'à -3°C). Les décisions sont prises dans des AG quotidiennes. On se réchauffe autour d'un brasero, dans les tentes et le chapiteau qui ont été montés. Un gréviste avec un masque de Mitterrand met de l'ambiance en jetant au feu la lettre de la direction dénonçant l'occupation comme un acte « illégal et délictueux ». Une fresque murale a été peinte sur la façade du transfo : « Folliot, donne-nous des pommes si tu veux avoir du jus. » L'animation est assurée par les grévistes : méchoui, guitare... permettent de tenir dans l'usine. La solidarité s'organise. Les commerçants viennent apporter gratuitement du pain, de la boisson... Des délégations syndicales des communaux, d'Alsthom, des habitants de Belfort viennent. Le 7 novembre, le Collectif des assistantes sociales en grève a pénétré dans l'usine, banderole en tête, sous les applaudissements. Chacun est bien conscient des dégâts de la politique anti-ouvrière du gouvernement. Plus qu'une lutte pour l'emploi, c'est une lutte pour la dignité, pour garder la tête haute. Au septième jour, la détermination des grévistes est sans faille : « Nous n'avons plus rien à perdre ! »

Oh Folliot,
Donne-nous c'que tu nous dois,
Sinon tu morfleras.
Si tu ne lâche pas,
Le jus tu l'auras pas!

(Refrain des *Versets patroniques*, chanson composée par les grévistes.)

COMMUNIQUÉ DE LA LCR

Après avoir donné le feu vert au groupe Bull, dont l'Etat est actionnaire majoritaire, pour supprimer mille emplois supplémentaires à Bull-Belfort, le gouvernement Cresson s'appête à donner le feu vert à l'intervention des CRS.

La LCR met en garde le gouvernement et ses représentants sur le plan local et les tient dès à présent pour responsables des conséquences qui pourraient en découler. La LCR salue l'action tenace et exemplaire des travailleurs de Bull qui défendent leur emploi. Elle appelle les travailleurs des autres entreprises et la population à manifester concrètement leur soutien et à s'organiser pour s'opposer à tout mauvais coup.

Belfort, le 12 novembre 1991.

Entretien avec deux femmes grévistes

Il y a environ quatre cents femmes travaillant à Bull-Belfort, 30 % de l'effectif. Comme partout, elles occupent les emplois les moins qualifiés (OS, P1, P2, secrétariat, etc.). De jour comme de nuit, elles sont actives dans la lutte. Rouge leur laisse la parole. Bernadette est non syndiquée. P2, elle a neuf ans d'ancienneté et travaille à temps partiel.

◆ **En tant que femme, comment ressens-tu l'occupation autour du transformateur ?**

Bernadette - Un peu de fatigue, ce qu'il y a à assumer à la maison... je ne vois pas beaucoup les gamins en ce moment. Mais l'occupation se passe bien : c'est l'égalité entre toutes et tous. La première moitié de la nuit, on est une quinzaine de filles et encore un bon groupe la deuxième moitié. Moi, je pense que je dois être dans le piquet de grève. Il suffit de voir comment les infirmières elles en veulent, dans leur lutte.

◆ **Comment trouves-tu la grève ?**

Bernadette - Au départ, je l'ai trouvé timide, car on passait des heures de négociation à attendre dans les couloirs. Ras la casquette ! Quand j'ai appris à la radio la coupure du courant, j'ai dit : « enfin » ! La pétition des 764 pour la prime de préjudice de 200 000 F a sûrement fait accélérer les choses.

◆ **A l'assemblée générale de tout à l'heure, convoquée de bouche à oreille, il y avait bien une quarantaine de femmes sur cent cinquante présents...**

Bernadette - Oui. Mon seul regret, c'est qu'on ne soit pas plus nombreuses et nombreux aujourd'hui, dimanche. Il y a deux jours, on était huit cents à l'AG. La CGT et la CFDT sont sur la même longueur d'onde. C'est clair, on ne lève pas l'occupation, on tient.

◆ **Dans ton atelier, comment ça se passe ?**

Bernadette - Les gens qui ne sortent pas comprennent. Il n'y a pas de réactions hostiles entre grévistes et non-grévistes. Mais ça peut changer.

◆ **Déterminée à tenir ?**

Bernadette - Je fais les tours de garde au piquet : mercredi de 18 h à 24 h, jeudi de 18 h à 1 h du matin, vendredi de 17 h à 23 h et hier soir, samedi, jusqu'à 3 h du matin. Et je suis là aujourd'hui, à 15 h. Si on veut quelque chose, il faut faire des sacrifices. Je ne dois rien à la boîte.

Anne-Marie, non syndiquée, P2, un enfant, douze ans d'ancienneté. Son mari, travaillant à l'Alsthom, est là, parmi les grévistes.

◆ **Comment se passe l'occupation ?**

Anne-Marie - C'est la libération de toutes mes angoisses depuis un an, à cause du chômage. Je suis venue de 18 h à minuit, une heure ou deux le matin, ainsi que dans l'après-midi. Dans mon atelier, il y a moitié-moitié d'hommes et de femmes. Eh bien, il y a plus de femmes qui luttent. J'ai le moral. Cette forme d'action est une idée géniale. Elle a été acceptée à l'unanimité.

Propos recueillis par le correspondant du journal *Rouge*



DEUXIEME SEMAINE:

LA LUTTE CONTINUE!

Silence radio. Au début de la deuxième semaine de grève, qui sait que, quelque part dans l'est de la France, plusieurs centaines de travailleurs luttent, avec la conviction d'être au centre d'un enjeu immense ? Cet enjeu, c'est la destruction de l'appareil industriel du pays, avec des milliers de licenciements à la clé. Dans l'informatique, après l'usine Bull de Joué-les-Tours (quatre cents salariés), qui a fermé le 1^{er} octobre, c'est maintenant au tour de Belfort. Mais à l'usine d'Angers (deux mille salariés), cinq cents licenciements sont prévus, et cent autres à l'usine de Villeneuve-d'Ascq, près de Lille (trois cent cinquante salariés). Jeudi 14 novembre, à Bull-Angers, encouragés par la lutte à Belfort, une grève générale de vingt-quatre heures, à l'appel de la CGT et

de la CFDT, a été suivie par mille trois cents travailleurs et travailleuses. Comme pour toute lutte pour l'emploi, la coordination de l'action au niveau des usines du groupe est nécessaire... mais difficile.

Depuis le 6 novembre, donc, l'usine de Belfort est complètement paralysée. Mardi 12 novembre, pour la cinquième fois, l'huissier se présente, flanqué de la direction, pour signifier aux grévistes une ordonnance d'expulsion du tribunal. Il ordonne de quitter les lieux sur le champ. Pour seule réponse, il aura le rire des grévistes... Et c'est lui qui quittera les lieux ! Désormais, l'intervention des flics est possible à tout moment. On prend des dispositions, mais peu y croient. Pourquoi le gouvernement enverrait-il les CRS libérer un transformateur pour rendre l'usine à une direction qui a l'intention de la fermer ?

Jour et nuit, les travailleurs, hommes et femmes, se relaient au piquet de grève qui garde l'accès au transfo. Depuis dix jours, il n'a pas arrêté de pleuvoir. Mais ni le froid, ni le vent, ni la fatigue n'ont entamé le moral des grévistes. La direction refuse de négocier tant que le transfo n'est pas libéré. Et les grévistes refusent de libérer le transfo tant que la direction n'a pas lâché sur leur revendication d'« indemnité de préjudice » pour cause de licenciements. Vendredi, pour forcer la main de la direction, l'exigence est révisée à la baisse (de 180 000 F à 100 000 F) par un vote à 96 % pour et 4 % contre. Réponse de Folliot, le directeur : un non catégorique. Après la déception, c'est la colère. La détermination des grévistes en sort renforcée : « On se fout de nous ! » On constitue des équipes pour distribuer des tracts de popularisation en ville et sur d'autres boîtes. Les élus de plusieurs communes envoient des camions de bois de chauffage. Un paysan du village voisin apporte un sac de choux. Une délégation de FO informe les grévistes que, le 19 novembre, se tient une réunion de toutes les Unions départementales pour un action départementale d'envergure. Le 26 novembre aura lieu un concert rock de soutien, avec des groupes régionaux et Francis Décamps, le chanteur du groupe Ange, à l'initiative d'ouvriers de l'usine, « les Métallos du front ».

La direction, de son côté, essaie toutes les ficelles : signature d'un « registre de présence » pour identifier les non-grévistes, appels téléphoniques le soir à la maison pour les grévistes, convocations à des réunions dans les centres culturels transformés en QG pour bourrer le crâne aux non-grévistes, provocations diverses et prises de photos par le service de sécurité... Depuis le vendredi 15, elle a lock-outé tout le personnel.

L'ordonnance du tribunal donnant le feu vert aux forces de l'ordre a été signée dès le lendemain de l'occupation à 9 h. La justice bourgeoise invoque sans le sacro-saint « droit de propriété » et même la « liberté du travail » !

ORDONNANCE

Nous, **J. M. C.**, Président du Tribunal de Grande Instance de BELFORT.

Vu la requête qui précède,

Vu les articles 493 et suivants, 812 alinéa 2 du Nouveau Code de Procédure Civile,

Vu les articles 544 et 1382 du Code Civil,

Vu le procès-verbal de constat d'huissier du 6 novembre 1991,

Vu l'extrême urgence et les circonstances particulières tenant au fait que la coupure de l'alimentation électrique ainsi que l'interdiction d'accès au bâtiment électrique « haute tension » de la SA BULL portent atteinte au droit de propriété, à la liberté du travail et entraînent des risques tant au niveau du personnel que du matériel.

Vu les motifs exposés dans la requête qui précède que nous adoptons.

Ordonnons, sans délai, et avec l'assistance de la force publique, si besoin est, le libre accès au bâtiment électrique « haute tension » situé à l'intérieur de l'enceinte de l'usine de la SA BULL de BELFORT.

Disons, notamment, que les services techniques habilités de la SA BULL pourront procéder au rétablissement de l'alimentation électrique.

Ordonnons, sans délai, l'évacuation des alentours du bâtiment dont s'agit avec la même assistance de la force publique, si besoin est.

Constatons que la présente ordonnance est exécutoire au seul vu de la minute, en application de l'article 495 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Disons que tout intéressé pourra Nous référer de la présente ordonnance.

Fait en notre Cabinet, au Palais de Justice de BELFORT, le 7 novembre 1991 à 9 heures

Le Président du Tribunal de Grande Instance de BELFORT

Le PS, très gêné par cette affaire, a peu de prises sur le mouvement et essaie de mettre fin au conflit par des manœuvres en coulisses. Depuis vendredi, un médiateur a été nommé. Le PCF soutient la lutte depuis l'extérieur mais, absent de la boîte, il est en décalage par rapport aux grévistes. Les militants de la LCR mettent toute leur énergie au service du succès de la lutte, à assurer la démocratie ouvrière, faire des propositions d'action, déjouer les mauvais coups, d'où qu'ils viennent, etc. Après deux semaines de grève, ils font leur l'expression des grévistes : « On ira jusqu'au bout ! »

Le point de vue d'un gréviste

« C'est la silence autour de l'affaire Bull. Le RPR se sert du conflit pour les prochaines régionales et cantonales, mais on ne les a jamais vus aux portes quand il y avait des problèmes. Chevénement, à « l'Heure de vérité », a été très discret. Strauss-Kahn, à l'Assemblée nationale, le 5 juin, avait promis qu'il créerait mille emplois. Les emplois qu'ils veulent créer, on se demande où ils sont. On voit aussi des patrons rapaces, chasseurs de primes, pour profiter de la situation et des aides de l'Etat. S'il y avait tant d'emplois dans le territoire de Belfort, pourquoi y aurait-il six mille chômeurs ? »

PLACE DES CENT MILLE CLOUS

C'est le nom donné par les grévistes au carrefour des allées menant au bâtiment 20, qui abrite la distribution haute tension. Quand on coupe le courant, il n'y a plus de production, mais aussi... plus de lumière ni de chauffage dans les bâtiments. Le piquet garde en permanence l'accès au bâtiment, dehors. Alors on s'organise pour tenir bon : on monte des tentes, on installe des tables, des chaises, un groupe électrogène pour l'éclairage, la sono... On se réchauffe autour d'un feu qu'on alimente jour et nuit avec du bois de chauffage et des palettes de sapin. Les clous des palettes, brûlés au rythme de deux cents par jour, s'amoncellent pour devenir vite un tas impressionnant. Les « enfumés » (c'est ainsi que se nomment les grévistes) ont calculé qu'il y en avait près de cent mille... d'où le nom de la place.

A la fin de la grève, la première action de la direction a été de nettoyer les lieux pour faire disparaître toute trace symbolique de résistance ouvrière.

Georges Fischer a écrit cela à sa manière dans un poème distribué aux grévistes, *Place des cent mille clous*.

PLACE DES CENT MILLE CLOUS

« Du haut de ce transfo,
Seize jours de lutte vous contemplant. »

Les heures n'en finissent pas de mourir.
Les nuits froides s'enchaînent
Aux jours barbouillés de pluie,
Mêlant lassitude et... haute tension!

L'Esprit d'Equipe n'était qu'un leurre:
Le capitaine a quitté le navire,
Le premier de cordée a dévissé...
Tant pis.

Pour l'Esprit de Lutte retrouvé:
Merci!
Pour le sursaut des matelots:
Merci!
Pour l'escalade du transfo:
Merci!

Pour l'élan de solidarité,
Pour nos rires, nos espoirs,
Pour la soupe partagée,
Pour le p'tit canon à boire...

100 000 fois MERCI!!!

Georges Fischer
22 novembre 1991

(Georges Fischer, salarié de Bull et poète, a raconté les luttes sociales contre la casse de Bull-Périphériques dans plusieurs poèmes et dans un livre *Il était une fois Péribullum*.)



TROISIEME SEMAINE: LA FIN DU CONFLIT

Au début de la troisième semaine, le mouvement est toujours aussi solide. On voit moins de nouvelles têtes autour du feu (ceux qui font un petit tour et puis s'en vont), mais ceux qui sont là sont toujours aussi nombreux. Malgré la fatigue et le froid, qui pèsent tout de même, la détermination est forte. L'intendance suit : les repas des grévistes sont assurés, midi et soir, à tour de rôle, par les comités d'établissement de Bull et d'Alstom, l'autre grosse usine de Belfort, de l'autre côté de la rue. La grève est partie pour durer.

C'est dans ces conditions qu'après avoir joué plusieurs cartes (intimidation, provocations, ordonnance d'expulsion...) la direction fait la demande de nomination d'un médiateur. Mais, pendant la « médiation », elle ne reste pas inactive. Elle fait de la désinformation sur les ondes de Radio-Belfort. Elle essaie de charger et décharger du matériel avec un camion. Poursuivi par les grévistes, qui érigent une barricade avec des « paniers à fils », le camion devra repartir, vide. Elle demande, « pour des raisons techniques et de sécurité », d'installer un groupe électrogène dans l'usine. Refus des grévistes, qui n'ont pas envie, avec juste raison, qu'on leur fasse un « petit dans le dos », certains envisageant même de le « neutraliser ». La demande du médiateur de débloquer partiellement le poste de distribution pour remettre en route quelques bâtiments, « en signe de décrispation », est bien sûr, elle aussi, rejetée. La réponse est claire et nette : « Si la direction veut arrêter ce conflit, qu'elle crache au bassin ! » Et, pour les grévistes, pas question de revoir une nouvelle fois à la baisse l'indemnité minimale de licenciement de cent mille francs.

Après avoir testé la détermination des grévistes par différentes manœuvres, il ne restait que cette issue... ou l'envoi des CRS. Or, à peine sorti des grèves de Renault, on s'inquiète, chez Martine Aubry, de voir un nouveau conflit s'enliser. D'autant que, malgré le silence des médias nationaux, la solidarité commence à se manifester un peu partout : délégations et communiqués de partis et syndicats, organisation de collectes, etc. La Fédération de la métallurgie et des mines CFDT, réunie en congrès à Lille, a voté une motion de soutien, à l'unanimité.

Le 20 novembre, le médiateur présente ses conclusions, acceptées par la direction : indemnité minimale de licenciement de cent cinq mille francs les cinq premiers mois du congé de conversion, un peu plus de cent mille francs le sixième mois, et un peu moins les septième et huitième mois (indemnité compensatrice de préavis en sus) *. Barème tiré par les cheveux, tellement la direction est accrochée à son principe de « dégressivité », qui veut que l'indemnité soit plus forte si les licenciés retrouvent plus rapidement du boulot. Tous comptes faits, son système lui revient plus cher que si elle avait accordé cent mille francs minimum pour tous, comme le demandaient les grévistes.

Les syndicats CGT et CFDT jugent, contrairement aux deux précédentes, cette proposition du médiateur « soumettable » aux salariés. Après avoir tiré le document pour tous les grévistes afin qu'ils puissent en débattre, un vote est organisé le 21 novembre : « Le résultat de la médiation permet de lever le blocage du transformateur » ; 85 % des grévistes ont voté oui, 15 % non. Avant d'appliquer cette décision, il fallait avoir des garanties sur les menaces de sanctions. La direction a signé le texte suivant : « La direction n'engagera aucune poursuite disciplinaire et ne prendra aucune sanction à l'encontre des salariés grévistes pour des faits liés au conflit du travail qui se termine ce jour. »

Ce n'est pas rien : pas de sanction pour avoir coupé le jus pendant seize jours dans une usine de mille quatre cents personnes, alors qu'en septembre cinq délégués CGT et CFDT avaient été sanctionnés pour avoir sorti, avec trois cents travailleurs, le directeur de son bureau !

A 17 h 30, la direction se rendait vers le poste de distribution sous les huées des grévistes. Avant de lever le siège, aux accents du *Chiffon rouge* et de *l'Internationale*. Sentiment de victoire donc, mais comme l'ont dit justement plusieurs grévistes : « On ne peut pas être joyeux quand l'entreprise va passer de mille quatre cents à quatre cent trente salariés d'ici le 1^{er} janvier. »

* Au départ, la direction avait annoncé quarante mille francs.

LES SPÉCIALISTES DU LICENCIEMENT

Il y a un « marché du licenciement ». Les cabinets privés spécialisés dans ce genre d'opérations, attirés d'argent mises en jeu, se livrent un guerre acharnée. Pour préparer la casse - pour « réorganiser » comme ils disent - sont intervenus dans l'usine le cabinet SOLVING et l'officine américaine METRA-PROUDFOOT (dont le *Canard enchaîné* a révélé qu'elle avait financé les campagnes électorales de Giscard d'Estaing). Sans compter les cabinets conseils qui ont agi en coulisse, depuis 1990 plusieurs cabinets spécialisés dans les techniques modernes de licenciement ont sévi à Bull-Belfort : MOA, GERIS-Consultants, VIDAL, CHRISTIANI. Dans l'usine, ils ont pignon sur rue : Bull leur fournit des locaux aménagés, véritables antichambres de l'ANPE, baptisées pour la circonstance « Groupe Agir », « Antenne Emploi », ou encore « Antenne Mobilité IDA ». C'est juteux. Peu de frais de personnel : quelques psychologues, le reste est recruté sur place parmi le personnel de Bull licencié (40 personnes pour le dernier plan) ! Leurs méthodes sont diverses, mais reposent toujours sur le lavage de cerveau (« A partir de maintenant, vous n'avez plus rien à voir avec Bull ») et le « marketing téléphonique intensif ». On ne parle plus de licenciements mais de reclassements externes. On ne dit plus licencié mais travailler à la reconversion...

Conséquence de l'augmentation prévisible du chômage dans le département à cause de Bull, le président du conseil général (PS) a contacté le cabinet ARGOS. Mission : recaser 100 RMistes avant février 1992, c'est-à-dire... avant les élections cantonales. Ce n'est pas le coût (415 000 F) qui l'a arrêté, mais des désaccords chez ses propres amis !

PREMIERES LEÇONS D'UNE GREVE

(Interview de deux militants et un sympathisant LCR de l'usine le 22 novembre 1991)

■ En tant que participants actifs à cette lutte, quelles sont vos réactions ?

G. - Des actions, il y en a eu beaucoup dans la boîte depuis un an, mais celle-ci, c'était de loin la plus dure, la plus résolue. On sentait que tous ceux qui y participaient étaient prêts à aller jusqu'au bout, y compris aller jusqu'à l'intervention des flics.

H. - C'est la détermination des grévistes et l'organisation du piquet de grève qui ont permis de tenir. Il n'y avait pas de comité de grève élu. Les animateurs étaient, de fait, issus des luttes de ces derniers mois : quelques délégués et des non-syndiqués, qui ont fait un sacré boulot. Les participants réguliers aux piquets ont participé aux tâches.

Lisez la presse de la LCR

Critique
Communiste

Cahiers
du féminisme

ROUGE



[Faded text from the Bull-Belfort bulletin, including sections like 'Toujours plus' and 'C'est et ça partira de la Belgique']

Le Bulletin mensuel Bull-Belfort, expression publique de la LCR sur l'usine.

POUR CONTACTER LA LCR

2, RUE RICHARD LENOIR,
93 100 MONTREUIL

abonnez-vous
à la presse de la LCR

	France et DOM-TOM		Etranger	
	6 mois	1 an	6 mois	1 an
Rouge	200 F	400 F	250 F	500 F
Critique communiste	120 F	240 F	150 F	300 F
Rouge et Critique com.	300 F	600 F	350 F	700 F
Cahiers du féminisme		80 F		95 F
Rouge et Cahiers	230 F	460 F	280 F	560 F
Les trois revues	330 F	660 F	380 F	760 F

Nom : Prénom :

Adresse :

entourer l'abonnement choisi ; chèques à l'ordre de PEC
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois, France